

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHÂTEAUROUX

CHATEAUROUX, le 9 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE CHASSEPAIN

Les Cosses à Lisa - Le Grand Champ
36400 Saint-Chartier

Références : VAT20230604
Code AIOT : 0010011454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE CHASSEPAIN implanté La Vernasserie - Le Champ des Balais - Les Cosses de la Rive - La Brande - 36400 Saint-Chartier. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE CHASSEPAIN
- La Vernasserie - Le Champ des Balais - Les Cosses de la Rive - La Brande - 36400 Saint-Chartier
- Code AIOT : 0010011454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Chassepain » est situé sur le territoire des communes de Saint-Août et Saint-Chartier. Le parc représente une puissance totale installée de 20 MW. Il se compose de :

- 10 aérogénérateurs du modèle VESTAS V110 numérotés (E1 à E5 et E8 à E10 implantés à Saint-Chartier et E6 et E7, implantés à Saint-Août) d'une hauteur de mât de 95 m et d'un diamètre de rotor de 112 m, soit une hauteur totale en bout de pale de 150 m, et d'une puissance nominale de 2 MW ;
- 2 postes de livraison électriques situés sur le territoire de la commune de Saint-Chartier. Le PDL 1 est implanté entre E2 et E3 et le PDL2 est implanté à proximité de E10.

L'établissement bénéficie des arrêtés d'autorisation de permis de construire n° PC 036 184 11 S0003 (E1 à E3), PC 03618411S0004 (E4 et E5), PC 03618411S0015 (E6 et E7), et n° PC 03618411S0005 (E8 à E10) du 26 août 2014 accordés à la société Centrale éolienne Chassepain SAS.

L'installation a été mise en service le 1er juillet 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des situations accidentelles
- Maintenance des installations
- Formations du personnel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
6	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
9	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	/	Sans objet
11	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	/	Sans objet
12	consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
13	moyens d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
15	détection glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
2	mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	/	Sans objet
3	balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet
4	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
7	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	tests arrêts et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
10	contrôles visuels pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II	/	Sans objet
14	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet
16	Bridage	Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Conforme
Observations : Vu les chemins d'accès pour les aérogénérateurs E10 et E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent « au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation » atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Conforme
Observations : Vu le rapport de contrôle SOCOTEC EN2G0/22/8669 du 22/11/2022 avec contrôle de la continuité électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Conforme
Observations : Le balisage diurne observé lors de l'inspection était opérationnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Conforme
Observations : Les aérogénérateurs E3 et E10 étaient fermés à clef lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Conforme
Observations : Vu l'identification sur le mât des aérogénérateurs E3 et E10. L'exploitant doit confirmer que les 2 postes de livraison disposent des panneaux d'affichage pour prévenir les tiers tel qu'attendus à l'article 14.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>« La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le personnel ayant réalisé les contrôles électriques disposait d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté les modalités de formation du personnel intervenant sur l'installation. L'exploitant n'a pas été en mesure d'illustrer cette organisation dans le cadre de l'intervention SOCOTEC du 18 octobre 2022.</p> <p>A ce titre, il transmet les habilitations des personnes des sociétés SOCOTEC et VESTAS présentent dans le cadre des contrôles électriques réalisés à cette date. L'exploitant présentera également les formations de ces personnes portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté (procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation) ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.</p> <p>La société NEOEN a réalisé un exercice sur le parc voisin équipé d'aérogénérateurs VESTAS également et situé à St Pierre de Jards en mai 2023 avec le SDIS et des intervenants de la société VESTAS. Au niveau national, la société NEOEN a réalisé 4 exercices 2023 (associant les sociétés de maintenance NORDEX et VESTAS). Un partage du retour d'expérience suite à ces exercices est réalisée et transmis notamment aux sociétés intervenantes sur les parcs.</p> <p>Vu le compte-rendu du 02 février 2023 avec la mise à jour de la consigne "gestion incendie" qui en a découlé.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Conforme
Observations : Vu l'intérieur des aérogénérateurs E3 et E10.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : tests arrêts et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. « Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Conforme
Observations : Vu le compte-rendu des contrôles de mise à l'arrêt réalisés en janvier 2023 - "Service Report VESTAS - IP1020220501" Concernant les contrôles électriques périodiques. Vu le rapport de contrôle SOCOTEC EN2G0/22/8669 du 22/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant doit justifier que son organisation pour le contrôle des brides permet de garantir que l'ensemble des contrôles des brides et des fixations de chaque aérogénérateur est lissé sur trois ans et que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Observations : Vu les comptes-rendus de contrôle du serrage des brides pour 2021 et 2022 : RAPPORT D'INTERVENTION DE SERRAGE - IR-03-AP Concernant les brides de fixation, un code couleur est appliqué. Les photos dans le rapport indiquent les boulons vérifiés avec l'étiquette CoverWind et la pastille de la couleur du trait de la dernière vérification. En complément, l'exploitant doit justifier que son organisation pour le contrôle des brides permet de garantir que l'ensemble des contrôles des brides et des fixations de chaque aérogénérateur est lissé sur trois ans et que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : contrôles visuels pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 II
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Conforme
Observations : Vu le compte-rendu pour l'éolienne E1 "Blade Report" d'août 2023 et le compte-rendu pour l'éolienne E6 "Blade Report" de janvier 2023 réalisés par VESTAS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des systèmes instrumentés de sécurité référencés n'a pas fait l'objet d'un contrôle annuel (capteur incendie, oscillation, orientation des pales, détection glace)</p>
<p>Observations :</p> <p>Les comptes-rendus d'intervention VESTAS - Service Report du 17/01/2023 et 17/07/23 identifient en page 3/4 les contrôles à réaliser en réponse à l'article 18III (contrôle annuel des SIS).</p> <p>Ces contrôles ne font pas apparaître l'ensemble des contrôles annuels attendus au regard de la liste SIS arrêtée par l'exploitant et notamment les contrôles pour les capteurs de balourds "détection oscillation de tour X" et "détection oscillation de tour Y" ainsi que pour les capteurs "Déduction de givre sur pâles". Concernant ce dernier SIS, le tableau "SYSTEMES INSTRUMENTES DE SECURITE - VESTAS" qui liste ces systèmes et les contrôles associés ne prévoit pas de maintenance "Aucun, déduction par logique contrôleur".</p> <p>Pour rappel, pour chaque SIS, l'exploitant doit procéder au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>Un SIS correspond à l'ensemble des équipements susceptibles d'être sollicités pour mettre l'installation en sécurité à la suite de la détection d'une anomalie (ex : formation de glace sur les pales). Si un des maillons d'un SIS ne fonctionne pas, la mise en sécurité de l'installation est remise en cause.</p> <p>Au regard de l'ensemble des remarques ci-dessus, l'exploitant est tenu de réaliser un contrôle annuel pour l'ensemble des SIS retenus et de mettre à jour cette liste afin de décrire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fonctionnalité de chaque équipement (ex : capteur de vitesse : détection d'une survitesse, élément de câblage : circulation du signal d'information / du signal d'action, pitch : mettre une pale en position de sécurité, batterie : alimenter le pitch en électricité, etc.) • leurs fréquences de tests • les opérations de maintenance
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; [...] - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : Les procédures d'alertes présentées ne font pas mention des numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours.
Observations : Des consignes destinées en premier lieu au personnel intervenant sur place sont disponibles dans le document Document n° : 0059-0584 - avril 2020 "Manuel Santé, Sécurité et Environnement au travail de Vestas". NEOEN dispose également du document "Eolien – Risques accidentels – Formation interne février 2022" qui présente les consignes de sécurité attendues à l'article 22. Dans ces deux documents, les consignes décrivent les actions à mettre en œuvre pour sécuriser l'installation sans faire mention des numéros d'alertes du responsable d'interventions de l'établissement ou des services de secours.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : <ul style="list-style-type: none">- de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant ne dispose pas des procédures à mettre en œuvre en cas de gestion d'un fonctionnement anormal identifié en salle de pilotage. Les procédures ne précisent pas les objectifs pour respecter les actions dans les délais appelés à l'article 23.
Observations : Les procédures présentées pour la gestion d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur sont à destination du personnel présent sur le site. L'exploitant ne dispose pas d'une procédure qui décrit les actions à engager en cas de détection à distance d'un fonctionnement anormal et notamment l'organisation retenue dans ce cas pour garantir la mise en œuvre des procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur et la transmission de l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Conforme
Observations : Vu l'extincteur en pied de mât pour l'éolienne E3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : détection glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : La procédure de redémarrage après arrêt sur détection glace n'est pas disponible et n'est pas mentionnée dans les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Observations : L'exploitant doit définir spécifiquement pour le parc éolien de Chassepain une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure doit figurer parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2015, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collisions avec les chiroptères, les aérogénérateurs sont mis à l'arrêt 30 minutes avant le coucher du soleil et jusqu'à 2 heures après le coucher du soleil, sur la période allant du 1er juillet au 15 octobre, lorsque la vitesse des vents est inférieure à 6 m/s. La mise en place effective du plan d'arrêt des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées. L'efficacité de ce dispositif de bridage et les éventuelles modalités de sa révision sont discutés dans le cadre du rapport de suivi environnemental transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant engage sous un délai maximum de 6 mois les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité des chiroptères et de l'avifaune.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme</p>
<p>Observations :</p> <p>Vu les enregistrements des données SCADA et la présence du bridage pour la journée du 11 août 2023 pour l'éolienne E10 entre 20h40 - 23h20 pour des vents inférieurs à 6m/s.</p> <p>L'exploitant confirme que le bridage est pleinement opérationnel depuis 2021 en cohérence avec les échanges 2021 avec la DREAL. Les conclusions du suivi environnemental réalisé en 2022 envisagent une adaptation du bridage saisonnier avec un renforcement sur les mois de juillet-août. Ces conclusions sont à valider avec les données du suivi réalisé en 2023 qui sera transmis prochainement à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet